

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
31776 COLOMIERS cedex

COLOMIERS, le 22/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **FOURNIER METAUX SAS**

ZAC de Gabardie  
1 impasse Marthe Condat - BP 92022  
31000 Toulouse

Références : 2023-737  
Code AIOT : 0006804190

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2023 dans l'établissement FOURNIER METAUX SAS implanté ZAC de Gabardie, 1 impasse Marthe Condat à Toulouse. L'inspection a été annoncée le 06/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FOURNIER METAUX SAS
- ZAC de Gabardie 1 impasse Marthe Condat - BP 92022 31000 Toulouse
- Code AIOT : 0006804190
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Fournier Métaux exerce des activités de tri, transit, regroupement de métaux et de déchets métalliques, de broyage de différents types de déchets, et exploite une déchetterie pour professionnels (artisans principalement) autorisée par arrêté préfectoral n°112 du 5 décembre 2005. Le tableau de classement des activités du site a été actualisé par lettre préfectorale du 18 mars 2021.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites de la précédente visite d'inspection
- traçabilité des déchets
- rejets aqueux

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Suites de la visite précédente (connaissance des produits et étiquetage)	Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 8.1.2.5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Suites de la visite précédente (installations électriques)	Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 7.3.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Suites de la visite précédente (consignes en cas d'incendie)	Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 7.4.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Suites de la visite précédente (panneaux photovoltaïques)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 28 à 43	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Suites de la visite précédente (propreté, rangement)	Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 2.3.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 4.3.12	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
13	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 7.7.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
8	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Suites de la visite précédente (gestion des DEEE)	Code de l'environnement du 29/12/2020, article R.543-200-1
7	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 27/10/2021, article R.541-45
9	Transfert transfrontalier de déchets	Code de l'environnement du 17/08/2015, article L. 541-43
10	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 4.2.4.1

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
12	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 9.2.1.1
14	Modification des installations	Code de l'environnement du 30/07/2021, article R. 181-46-II

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue de la visite, l'inspection constate :

- 6 faits conformes en lien notamment avec les prescriptions relatives à la traçabilité des déchets et la gestion des rejets aqueux du site ;
- 7 faits avec suites pour lesquels, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant s'agissant de constats ayant déjà été relevés et signalés à l'exploitant lors des précédentes visites d'inspection, et qui concernent :
  - l'aménagement et le rangement du site d'une façon générale (absence d'identification des différentes zones d'entreposage, stockages anarchiques, ...)
  - la formation du personnel,
  - les panneaux photovoltaïques installés en toiture du bâtiment de stockage : absence de récolement aux dispositions de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié et installation électrique présentant une non-conformité susceptible de présenter un risque d'incendie,
  - l'accessibilité des moyens de lutte contre l'incendie,
  - les analyses des rejets d'eaux pluviales ;
- 1 fait susceptible de mise en demeure, concernant le caractère incomplet du registre des déchets entrants et celui des déchets sortants et ainsi que le versement des données de traçabilité des déchets dangereux dans le Registre National Déchets, qui peut être résolu rapidement.

Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Suites de la visite précédente

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 8.1.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Connaissance des produits et étiquetage
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés au stockage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés ; les réceptacles des déchets dangereux doivent comporter, s'il y a lieu, un système d'identification des dangers inhérents aux différents produits stockés.
<b>Constats :</b> Le jour de la visite, la zone de la déchetterie professionnelle était particulièrement encombrée.  D'une façon générale, il a pu être constaté, comme lors des précédentes visites, que : <ul style="list-style-type: none"> <li>– l'affectation des différentes bennes et zones de stockage n'est pas clairement affichée,</li> <li>– les contenants des déchets dangereux ne sont pas étiquetés (nature du déchet et éventuelles mentions de danger non indiquées).</li> </ul> Par courriel du 03/08/2023, l'exploitant a transmis plusieurs photos montrant le rangement

effectué au niveau de cette zone (zone de stockage du bois d'ameublement et des déchets verts notamment) mais la signalétique (affichage et marquage) reste cependant à mettre en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Suites de la visite précédente

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 29/12/2020, article R.543-200-1 II
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Gestion DEEE
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...] II. Un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets : - soit avec un éco-organisme agréé dans les conditions définies aux articles R. 543-190 et R. 543-197 ; - soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel approuvé dans les conditions définies à l'article R. 543-192 ou attesté dans les conditions définies à l'article R. 543-197-1 ; - soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat. [...] »
<b>Constats :</b> L'exploitant récupère, dans le cadre de son activité de gestion de déchets, différents type d'équipements électriques et électroniques (professionnels notamment). Le contrat passé avec l'éco-organisme ECOSYSTEM, couvrant la période 2021-2023 a été présenté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Suites de la visite précédente

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent [...]. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. »
<b>Constats :</b> Lors de la précédente inspection, il avait été constaté que le rapport de vérification des installations électriques faisait état de 16 observations dont 7 récurrentes. L'exploitant avait alors indiqué n'avoir mis en œuvre aucune action corrective suite à cette vérification.  Une nouvelle vérification des installations électriques a été effectuée le 21/11/2022. Le rapport de vérification correspondant fait état de 7 observations, toutes déjà signalées lors de précédentes vérifications. Toutefois, celles-ci ne concernent que des défauts de repérage, des blocs autonomes d'éclairage de sécurité (BAES) défectueux et des fixations d'équipements à reprendre. La facture d'un électricien, datée du 19/06/2023, attestant du remplacement des BAES défectueux

a pu être présentée. L'inspection considère donc que ce point peut être levé.

Néanmoins, la toiture du bâtiment de stockage des métaux et déchets de métaux est équipée de panneaux photovoltaïques dont l'exploitation est assurée par un prestataire extérieur à l'entreprise. Comme indiqué dans la fiche de constat n° 5 ci-après, l'inspection relève que le compte-rendu de vérification des installations électriques (Q18) des panneaux photovoltaïques mentionne une non-conformité susceptible d'entraîner un risque incendie. **Cet écart doit donc être levé au plus vite.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 4 : Suites de la visite précédente

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, articles 7.7.5 et 7.4.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Consignes en cas d'incendie

**Prescription contrôlée :**

Article 7.7.5

[...] Ces consignes indiquent notamment : [...]

– la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

Article 7.4.4

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention [...].

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection réalisée en 2021, il avait été constaté que la consigne de sécurité, établie par l'exploitant en cas d'incendie, ne prévoyait pas la fermeture de la vanne de rétention du réseau d'eaux pluviales.

Lors de la précédente inspection, réalisée en juillet 2022, l'exploitant a présenté la nouvelle consigne de sécurité, affichée à l'entrée du site. Celle-ci prévoyait bien la fermeture de la vanne du réseau qui collecte la majeure partie des eaux pluviales du site (partie activité "métaux") mais pas la mise en place de l'obturateur au niveau du réseau d'eaux pluviales de la déchetterie, nécessaire pour contenir les eaux d'extinction d'un éventuel incendie dans cette zone. Lors de la présente visite, la nouvelle consigne, complétée en septembre 2022, a été présentée et n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.

Toutefois, le responsable de la déchetterie, nouvellement arrivé sur son poste, n'a pas été en mesure d'expliquer le fonctionnement de ce dispositif.

L'exploitant indique que le dernier exercice de mise en situation date de 2021.

**Une nouvelle formation de l'ensemble du personnel à la conduite à tenir en cas d'incendie doit être effectuée.**

Par ailleurs, la société FOURNIER METAUX a établi une convention avec l'établissement voisin FRIGOPOLIS du fait du partage d'une partie des voiries et réseaux divers (VRD) et de l'absence de clôture entre les deux sites sur une partie de leur périmètre respectif. L'exploitant indique, à cet égard, avoir pour projet d'établir un plan d'urgence commun avec FRIGOPOLIS et d'organiser un exercice commun avec les services de secours.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Suites de la visite précédente**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 44		
Thème(s) : Risques accidentels, Panneaux photovoltaïques		
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de la présente section reprises dans le tableau suivant sont applicables aux équipements photovoltaïques existants :</p>		
A compter du 1er juillet 2016	A compter du 1 er juillet 2017	A compter du 1er juillet 2018
Articles 28, 29 et 44	Article 30, à l'exception des alinéas 1, 6, 7 et 14 Article 33 Article 34 Article 35 Article 37 Article 39, alinéas 2 et 3 Article 40, alinéa 3 Article 43	Article 38
<p><b>Constats :</b> La toiture du bâtiment principal de stockage des métaux est équipée de panneaux photovoltaïques depuis 2012. L'installation est gérée par un prestataire extérieur.</p> <p>Lors des précédentes visites d'inspection, il avait été demandé à l'exploitant de vérifier la conformité de son installation de panneaux photovoltaïques aux prescriptions de l'arrêté ministériel susvisées (dispositions applicables aux installations existantes listées ci-dessus).</p> <p>Pour y répondre, l'exploitant a fourni les dernières vérifications périodiques des installations électriques, des extincteurs et des dispositifs de prévention des chutes en hauteur transmises par son prestataire, et datant du 04/04/2023.</p> <p>Or, ces vérifications réglementaires ne répondent pas aux dispositions réglementaires de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié susvisées.</p> <p><b>Il est donc de nouveau demandé à l'exploitant de transmettre un récolement aux prescriptions de l'arrêté ministériel susvisé et un plan d'actions de mise en conformité si nécessaire.</b></p> <p>Par ailleurs, à la lecture des documents transmis et comme indiqué ci-dessus (fiche de constat n° 3), l'inspection relève que le compte-rendu de vérification des installations électriques (Q18) des panneaux photovoltaïques mentionne une non-conformité susceptible d'entraîner un risque incendie. <b>Cet écart doit donc être levé au plus vite.</b></p>		
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites		
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription		
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois		

#### N° 6 : Suites de la visite précédente

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Propreté
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
<b>Constats :</b> Lors des précédentes visites d'inspection, il avait été constaté que les stockages extérieurs nécessitaient d'être réorganisés, et certaines parties du site nettoyées et rangées, notamment à l'arrière du bâtiment de stockage de métaux. Lors de la présente inspection, il n'est pas constaté d'amélioration notable de la situation, en particulier tout autour du bâtiment principal de stockage des métaux où la végétation envahit les tas de déchets métalliques stockés de façon anarchique.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/10/2021, article R.541-45
<b>Thème(s) :</b> Autre, Bordereaux de suivi de déchets dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
<b>Constats :</b> Plusieurs bordereaux de suivi de déchets (BSD) dématérialisés, édités à partir de l'application TrackDéchets ont pu être présentés (déchets dangereux issus de la déchetterie professionnelle et boues hydrocarburées issues de l'entretien des séparateurs). Le remplissage des BSD examinés n'appelle pas de remarques particulières de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, articles 1 et 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Registre de suivi des déchets entrants
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1er Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un <b>registre chronologique</b> où sont consignés tous les <b>déchets entrants</b> . [...] Article 2 Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les <b>déchets sortants</b> . [...]



Les registres des déchets contiennent au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée/sortie dans l'établissement :

- la date de réception/expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;

- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m<sup>3</sup> ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;

- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;

- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

**Constats :** Lors de la présente visite, l'exploitant a présenté le logiciel utilisé pour le suivi de son activité qui lui sert notamment à établir le registre chronologique des déchets entrants et sortants.

**Les registres consultés le jour de la visite mentionnent l'ensemble des informations requises** par les articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021, **à l'exception des informations suivantes :**

Pour le registre des déchets entrants :

- le code déchet
- les coordonnées du transporteur et son numéro SIRET
- le code D/R de traitement.

Pour le registre des déchets sortants :

- le code déchet
- les coordonnées du transporteur, son numéro SIRET et les références et date de validité du récépissé de transport
- le code D/R de traitement
- les informations relatives au transfert transfrontalier des déchets (numéro de l'annexe VII ou de la notification).

**Observation :** À noter que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, les gestionnaires de déchets dangereux doivent transmettre le contenu de leurs registres chronologiques au registre national des déchets

<p>(RNDTS). Cela concerne les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou contenant des substances polluantes organiques persistantes (déchets POP), les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP.</p> <p>Une période de tolérance pour la transmission au RNDTS a été accordée jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 2023. <b>Or, l'exploitant n'a pas versé ses registres au RNDTS.</b></p> <p>Il est ici rappelé à l'exploitant que</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les personnes qui s'acquittent de leur obligation de transmission du contenu de leurs registres chronologiques au registre national électronique (RNTDS), n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver les registres chronologiques déclarés, comme cela est prévu au I du R.541-43 du code de l'environnement ;</li> <li>- la transmission des BSD électroniques via l'application Trackdéchets vaut transmission au registre national des déchets.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 9 : Transfert transfrontalier de déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 17/08/2015, article L. 541-43
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transfert transfrontalier de déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-L'importation, l'exportation et le transit de déchets sont soumis aux dispositions du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de la précédente visite d'inspection, l'exploitant avait présenté plusieurs notifications de transfert transfrontalier de déchets vers l'Espagne. Les documents présentés n'étaient pas correctement remplis (adresse de l'installation destinataire, code déchet et code de traitement manquants).</p> <p>Lors de la présente visite, de nouveaux documents de transfert transfrontalier de déchets ont été présentés. Ceux-ci n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection. Il est toutefois confirmé à l'exploitant que c'est bien à lui qu'il appartient de déterminer le code déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle dans l'annexe VII ou la notification (code B1010 pour les tournures acier par exemple) en se référant aux documents législatifs et réglementaires et non au courtier/négociant auquel il fait appel.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 4.2.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Isolement avec les milieux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'une porte de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p><b>Constats :</b> Le réseau des eaux pluviales du site est constitué de deux branches : eaux de ruissellement de la déchetterie et eaux de ruissellement du reste du site.</p> <p>La partie du réseau qui collecte les eaux pluviales de ruissellement de la majeure partie du site est</p>

<p>équipée d'une vanne de rétention. Le réseau qui collecte les eaux de ruissellement de la déchetterie est doté d'un obturateur manuel (sorte de bouchon) à installer dans le regard en cas de nécessité de confiner les eaux d'extinction d'un éventuel incendie.</p> <p>La vanne de rétention et l'obturateur ont été visualisés.</p> <p>Comme indiqué précédemment (fiche de constat n° 4), la consigne incendie prévoit bien le recours à ces 2 dispositifs mais le personnel nécessite d'être formé à leur utilisation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 4.3.12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-après définies (en mg/L) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- DCO : 125</li> <li>- MEST : 35</li> <li>- Hydrocarbures totaux : 10</li> <li>- DB05 : 25</li> <li>- Indice phénols : 0,3</li> <li>- Cyanures 0,1</li> <li>- Chrome hexavalent et composés : 0,1 (en Cr)</li> <li>- Plomb et composés (en Pb) : 0,5</li> <li>- Cuivre et composés (en Cu) : 0,5</li> <li>- Chrome et composés (en Cr) : 0,5</li> <li>- Nickel et composés (Ni) : 0,5</li> <li>- Zinc et composés (en Zi) : 2</li> <li>- Manganèse et composés (en Mn) : 1</li> <li>- Étain et composés (en Sn) : 2</li> <li>- Fer, Aluminium et composés (en Fe+Al) : 5</li> <li>- Composés organiques halogénés : 1 (en AOXx ou EOx)</li> <li>- Fluor et composés (en F) : 15</li> <li>- Cadmium : 0,2</li> <li>- Mercure : 0,05</li> <li>- Argent : 0,1</li> </ul> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté les résultats des dernières analyses effectuées en février et en mai 2023. Celles-ci sont effectuées au niveau de 3 points de mesures intitulés dans le rapport d'analyses :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- point n° 1 = EP amont épuration,</li> <li>- point n° 2 = EP aval épuration</li> <li>- point n° 3 = eaux domestiques.</li> </ul> <p>Or, il s'avère que le site dispose de 2 séparateurs d'hydrocarbures et de 2 points de rejets pour ses eaux pluviales susceptibles d'être polluées. L'exploitant doit donc éclaircir la situation auprès de son prestataire car la dénomination des points de rejet dans le rapport d'analyses semble incorrecte et l'analyse des eaux usées n'est pas requise.</p> <p>En tout état de cause, les résultats des analyses effectuées au niveau du point de rejet n° 2 sont conformes aux valeurs seuils réglementaires définies ci-dessus.</p> <p>Celles du point de rejet n° 1, qui semblent avoir été effectuées au niveau du 2ème point de rejet</p>

(côté déchetterie professionnelle au vu de la photo jointe sur le rapport), sont également conformes aux valeurs seuils indiquées ci-dessus mais seuls les paramètres MES, DCO, hydrocarbures totaux et Fe ont été analysés. <b>L'exploitant doit donc s'attacher à faire analyser l'ensemble des paramètres requis lors des prochaines analyses d'eaux pluviales.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 12 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 9.2.1.1										
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance										
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions minima suivantes sont mises en œuvre : Auto surveillance assurée par l'exploitant <table><tr><td>Paramètres</td><td>/</td><td>Type de suivi</td><td>/</td><td>Périodicité de la mesure</td></tr><tr><td>Eaux pluviales</td><td>/</td><td>Contrôle par un laboratoire agréé</td><td>/</td><td>Annuelle</td></tr></table>	Paramètres	/	Type de suivi	/	Périodicité de la mesure	Eaux pluviales	/	Contrôle par un laboratoire agréé	/	Annuelle
Paramètres	/	Type de suivi	/	Périodicité de la mesure						
Eaux pluviales	/	Contrôle par un laboratoire agréé	/	Annuelle						
<b>Constats :</b> Les analyses effectuées en février 2023 ont été effectuées au titre de l'année 2022, et celles de mai au titre de 2023. Les précédentes analyses avaient été effectuées en novembre 2021. Dans ces conditions, il peut être considéré que la fréquence annuelle d'analyse des eaux pluviales est respectée. L'exploitant doit cependant veiller à une réalisation annuelle de ces analyses.										
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite										

#### N° 13 : Défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 7.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.
<b>Constats :</b> Au cours de la visite des installations, il a pu être observé la présence de nombreux extincteurs, de RIA et de réserves de sable. Il a toutefois été constaté que les extincteurs et les RIA du bâtiment de stockage des métaux et de la déchetterie n'étaient pas facilement accessibles, ni correctement signalés, comme lors de la précédente visite. A posteriori de la visite, l'exploitant a transmis par courriel une photo de la zone déchetterie montrant l'accessibilité des extincteurs sur roues. Toutefois, cela ne suffit à lever l'écart relevé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 14 : Modification des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/07/2021, article R. 181-46-II
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification des installations

**Prescription contrôlée :**

Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

**Constats :** Lors de la précédente visite d'inspection, il avait été constaté que l'exploitant avait débuté des travaux visant à installer un broyeur à câbles sur le site, sans que cette modification n'ait été portée à la connaissance du préfet.

Un dossier de porter à connaissance décrivant les impacts du projet sur le classement ICPE de l'installation et sur l'environnement a été transmis au préfet le 19/10/2022.

Lors de la présente inspection, l'exploitant confirme que le broyeur a été mis en service en octobre 2022. L'installation en fonctionnement n'a pu être contrôlée, celle-ci étant en panne le jour de la visite.

Le broyeur a été installé dans le bâtiment qui abritait le stockage temporaire, en attente d'expédition, des déchets dangereux issus de la zone déchetterie.

Une nouvelle zone de stockage des déchets dangereux a, par conséquent, été aménagée au fond du site. Cette zone regroupe le stockage des huiles usagées, des emballages souillés et pâteux et des aérosols. La zone est constituée d'un abri et d'une dalle béton, et les huiles usagées les contenants des emballages souillés sont stockés sur rétention. Des blocs béton ont été installés de façon à limiter les effets thermiques vers l'extérieur en cas d'incendie au niveau de la zone.

Pour ce qui est du broyeur, celui-ci est destiné à broyer des câbles électriques de façon à extraire le métal (cuivre) de son enveloppe plastique.

Les effets attendus sur l'environnement sont potentiellement une augmentation des niveaux sonores en limite de propriété. Toutefois, l'exploitant rappelle que le broyeur est installé à l'intérieur d'un bâtiment et que l'environnement du site est exclusivement industriel. De plus, il s'engage à insonoriser le broyeur si la prochaine campagne de mesures de bruit montrait des dépassements des niveaux sonores et des émergences autorisés.

Concernant sa situation administrative, l'exploitant est déjà autorisé à exploiter des installations de traitement de déchets non dangereux au titre de la rubrique 2791 à hauteur de 49 tonnes par jour (cisaillage de métaux et broyage de déchets verts et de métaux).

Toutefois, la situation administrative du site est à actualiser afin de tenir compte des évolutions de la nomenclature des installations classées (création de la rubrique 2794 « Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux » notamment.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Arrêté préfectoral complémentaire